



La parole est à la Défense.

Ce vendredi 30 novembre marque la première visite en Guyane du Ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Cette visite de deux jours permettra au Ministre en charge de la protection du territoire et des intérêts nationaux, un premier contact avec les réalités guyanaises. Car, dans le domaine de la souveraineté territoriale, le défi posé à l'État français par le contexte amazonien reste à relever.

En mer, une étude rendue publique cette semaine par l'Ifremer confirme pour la première fois un constat maintes fois dénoncé par le WWF : au large de la Guyane, les flottilles illégales réalisent la grande majorité des prélèvements. Selon les données récentes, l'Acoupa rouge, principale espèce ciblée par la pêche côtière locale, semble même être en phase de surexploitation, du fait d'une pression illégale trop importante, équivalant à 200% de la pression de pêche officielle sur cette espèce.

Sur terre, le constat est équivalent. Là aussi, la principale ressource du département, le minerai aurifère, continue d'être largement exploité par les *garimpeiros*. Les estimations actuelles considèrent qu'environ 1 tonne d'or est annuellement produit officiellement en Guyane, contre environ 10 tonnes via les réseaux illégaux. Soit un pillage annuel équivalant à 1000% de la production aurifère officielle...

En résumé, les deux premiers secteurs économiques endogènes demeurent confrontés à une situation ubuesque, où les filières illégales restent les principales exploitantes de ressources précieuses qui, immédiatement exfiltrées, finissent par n'engendrer que des conséquences négatives pour la Guyane ! Impossible dans de telles conditions d'envisager tout type de gestion à long terme du territoire.

Face à cette situation aux causes multiples, le WWF continue de préconiser la mise en place d'une politique de protection du territoire réellement adaptée aux réalités guyanaises, avec pour principales orientations :

- + Sur le littoral et en mer, la mise en place de bases navales mieux réparties sur la côte, et notamment en zone frontalière (fleuves Maroni et Oyapock). Le renforcement de moyens nautiques, et notamment en moyens légers permettant les interventions en zones à faible tirant d'eau, ainsi que la mise en place effective d'un vire-filet permettant la saisie rapide des filets illégaux sont également attendus.
- + Dans l'intérieur, la refonte des opérations Harpie, axée vers une capacité de déploiement améliorée et une occupation militaire renforcée des secteurs stratégiques, en parallèle à la recherche de solutions judiciaires mieux adaptées qui permettrait de décourager plus fortement les *garimpeiros*.

Quid du « Livre Blanc » ?

Ces éléments devront clairement apparaître dans le « Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale » en cours de rédaction à la demande du Président de la République française. Ce document, qui doit être finalisé en fin d'année, fixera la stratégie et les moyens de l'État français en termes de protection de ses intérêts nationaux pour les 15 à 20 prochaines années. La Guyane et ses ressources devront y apparaître à la hauteur des enjeux actuels et futurs, afin de ne pas hypothéquer le maintien de filières locales et le développement endogène du territoire.

En complément de ces nécessaires renforcements de moyens, et de ces adaptations stratégiques, une action diplomatique déterminée devra, à terme, faire émerger les nécessaires coopérations régionales avec le Brésil et le Suriname sur ces questions.